

Vaudois!

N°8 - 26 novembre 2025

Le média d'opinion libérale-radical

2025: l'heure du bilan

Crise institutionnelle, budget, économie, formation... le PLR Vaud sort d'une année 2025 intense, marquée par des événements historiques. A l'heure où s'ouvre une année décisive, le parti se prépare à mener la bataille des communales. Retour sur les défis relevés, et ceux à venir

Pages 4-6



Keystone/Christian Beutler

Opinion
La loi sur
l'énergie vue
de l'intérieur

Page 3



Ma Section
Yverdon-les-Bains
en mode
reconquête

Page 13



Portrait
Elodie Golaz Grilli,
candidate à la
Municipalité
de Renens

Pages 14-15



Années charnières



Par
Nasrat Latif
Rédacteur en chef

Au lancement de *Vaudois!* ce printemps, nous ignorions à quel point l'année 2025 serait particulière. Une année où il faudrait regarder les choses en face, nommer les problèmes, documenter les enjeux et donner à comprendre ce qui se joue, ici et ailleurs, pour notre canton. Une année, aussi, pour offrir une nouvelle *Tribune* aux membres et élus du PLR Vaud.

Nous avons ouvert le bal avec une enquête exclusive sur les dérives de gouvernance au CHUV, révélant des pratiques incompatibles avec l'exemplarité que l'on est en droit d'attendre d'un hôpital universitaire. Nous avons documenté la crise institutionnelle qui a secoué notre canton, donnant la parole aux magistrats PLR pour comprendre les réorganisations

nécessaires et les responsabilités politiques à assumer dans un contexte de finances fragilisées.

Nous avons approfondi les grands dossiers qui marqueront les prochaines années: l'avenir de nos relations avec l'Europe, la sécurité dans nos villes, le fonctionnement de nos institutions et les défis de nos communes. Nous avons interrogé la manière dont une campagne politique moderne se mène, à travers des entretiens et des papiers d'analyse. Et nous avons mis en perspective l'action de nos conseillers d'Etat, chacun dans son domaine, pour comprendre ce que signifie gouverner dans un monde chahuté.

Ces sujets ne sont pas des exercices abstraits. Ils forment le cœur du combat politique que nous menons: un combat pour la responsabilité, la liberté, la maîtrise des finances et la crédibilité de nos institutions.

C'est dans cette continuité que s'inscrit le dossier de ce numéro (*lire en page 4*), consacré à l'année 2025 et aux lignes de force qui façonneront 2026. Des finances cantonales aux enjeux de l'économie, de l'asile à l'intégration professionnelle, de la formation au logement, de la politique sportive à l'énergie: ce dossier synthétise les décisions prises, les corrections engagées et les axes stratégiques qui guideront l'action publique dans les prochains mois. Dans un contexte exigeant, il montre aussi que le PLR agit, structure et prépare l'avenir.

Et cet avenir porte un chiffre: 2026. Avec les élections communales de mars, c'est tout le

travail de nos sections, de nos candidates et candidats, de nos militantes et militants qui entrera dans une phase décisive. L'enjeu est immense. Il appelle à la mobilisation, à l'unité, et à la confiance dans notre capacité collective à convaincre.

A l'heure de fermer ce premier chapitre de *Vaudois!*, permettez-moi de vous remercier. Pour votre fidélité, votre exigence, vos retours, vos encouragements. Pour la place que vous donnez à ce titre qui, en quelques mois, a trouvé son rythme, sa signature et, je crois, son utilité.

En cette fin d'année, je vous adresse mes vœux les plus chaleureux. Prenez soin de vous, de vos proches, et retrouvons-nous le 28 janvier 2026 pour ouvrir ensemble une année électorale décisive. Très belles fêtes!

Publicité

SOMMAIRE

■ Nicolas Suter

Loi sur l'énergie

Page 3

■ Dossier

Rétrospective 2025

Pages 4-6

■ Laurent Wehrli

Etat du monde

Page 7

■ Florence Bettschart-Narbel

Budget: le visage de la gauche

Page 8

■ Carnet de campagne

Mathieu Quartier, Montreux

Page 9

■ Parti pris

Budget et députation

Pages 10-12

■ Ma section

Yverdon-les-Bains

Page 13

■ Portrait

Elodie Golaz Grilli

Pages 14-15

■ IA Point comme nous

Picsou à la Maison-Blanche

Page 16



**Gaudard
Energies**

Av. de Boveresses 54,
1010 Lausanne
021 711 12 13
info@gaudard.ch

La loi sur l'énergie vue de l'intérieur



Par
Nicolas Suter

Député, Chef de
groupe PLR

La loi vaudoise sur l'énergie fait parler d'elle en ce moment. Président rapporteur de la commission qui l'a traitée, je vous propose une vue subjective de l'intérieur, sans en révéler aucun secret de commission car mon premier passage devant le procureur général cet automne sera le dernier, je l'espère.

Autant le dire d'emblée, cette loi est essentielle à mes yeux. Réduire nos émissions de CO2 et augmenter notre souveraineté énergétique sont deux enjeux fondamentaux. Notre prospérité dépendant d'une énergie abondante et abordable; nous bénéficions aujourd'hui des investissements réalisés depuis plus d'un siècle dans ce domaine, à nous de nous montrer aussi ambitieux pour les générations futures.

«Autant le dire d'emblée, cette loi est essentielle à mes yeux»

Les travaux de commissions ont été intenses, constructifs et parfois très tendus, ceux qui s'y intéressent pourront s'en convaincre en voyant le résultat des votes lors des différents amendements. Le vote final unanime de la commission en faveur de la loi peut dès lors

surprendre. J'y vois un accord sur les objectifs tout en étant partagé sur les moyens de les atteindre. Cette vision contrastée, qui peut paraître parfois antagoniste, est très perceptible actuellement lors des débats au Grand Conseil. Rien de surprenant pour celles et ceux qui connaissent le fonctionnement de nos institutions. La gauche en fait néanmoins tout un plat en criant à la trahison, voire au crime de «lèse loi sur l'énergie».

«Nous bénéficions aujourd'hui des investissements réalisés depuis plus d'un siècle dans ce domaine, à nous de nous montrer aussi ambitieux pour les générations futures»

Puisqu'il y a clairement divergence de vues sur la manière d'atteindre les objectifs de la loi, quelles sont ces différences? Une majorité de la gauche rêve d'une loi parfaite et omnisciente qui, une fois promulguée, permettrait de guider l'ensemble du parc immobilier vaudois sur le chemin de la neutralité carbone; pour eux, tout ce qui n'est pas dans la loi ne se fera pas. A droite, en tout cas pour une partie de celle-ci, s'il est nécessaire de fixer des objectifs ambitieux et même des obligations (c'est la nature des lois), il est indispensable de tenir compte des facteurs économiques. Au nombre desquels il y a la typologie des propriétaires, la disponibilité de la main-d'œuvre pour réaliser les travaux, le financement et la capacité de l'Etat (régulateur et financeur) à être à la hauteur de sa

loi. Beaucoup d'aménagements apportés au texte répondent à ces impératifs économiques.

L'illustration parfaite de cette différence de vue est l'article qui traite de ce qu'on peut appeler les «passoires énergétiques» (notes F et G du CECB). La droite a défendu, et obtenu, que les plus petits de ces bâtiments n'aient pas de délai pour être assainis. Bien qu'ils soient nombreux, leur consommation d'énergie totale est nettement moins importante que celle des grands bâtiments. La gauche pense que tout un pan du parc immobilier ne sera ainsi jamais rénové. Les faits montrent que même sans obligation formelle, ces bâtiments se rénovent tout de même. A nous politiciens, et à la branche énergétique, de faire en sorte que les incitations et facilitations soient mises en place pour accélérer le mouvement.

Cette loi est une étape importante du chantier, mais elle n'est ni la seule, ni la dernière d'un ouvrage d'ampleur. Financement, formation, innovation et capacité à se remettre en question font partie de la recette du succès.

Publicité

**Fiduciaire
PAUX Conseils
& Gestion**

- **Conseils fiscaux**
- **Gérance/ Administration PPE**
- **Comptabilité**

Rue de la Gare 15 - 1110 Morges
Tél. 021 803 73 11
info@paux.ch - www.paux.ch

Un exercice dense, une année clé à venir

Par
Nasrat Latif

Après une année 2025 intense, le PLR se tourne vers 2026 et l'échéance clé des élections communales. Rétrospective et projection

L'année 2025 a été dominée par la crise institutionnelle révélée par le rapport externe de Jean Studer. Ses conclusions ont mis en lumière «des relations personnelles ayant porté atteinte à l'Etat dans son bon fonctionnement» ainsi qu'une «demande jugée illégale» d'annulation de taxations entrées en force, assorties d'une possible violation du secret de fonction. Face à

cette situation historique, le Conseil d'Etat a procédé à une réorganisation interne, entrée en vigueur le 1er juin. Christelle Luisier a repris les finances, le territoire et le sport; Frédéric Borloz dirige désormais l'enseignement, la formation professionnelle et les relations avec les communes alors qu'Isabelle Moret conserve l'économie,

l'innovation, l'emploi et le patrimoine.

En cette fin d'année, ce sont les débats budgétaires qui marquent la politique vaudoise (*lire en pages 8 et 10*). Le Conseil d'Etat, qui a pris ses responsabilités, a élaboré un budget 2026 et table sur un plan de retour à l'équilibre à l'horizon 2030 fondés sur deux principes: accompagner le développement du canton et maintenir une situation financière stable. Pour ce faire, il propose 305 millions d'économies en 2026 et des investissements à hauteur de 1,1 milliard dans les politiques publiques. Dans le même esprit, il fait évoluer le cadre législatif et fiscal afin de renforcer le pouvoir d'achat de la population. Le Conseil d'Etat a maintenu un allègement fiscal progressif en faveur de la classe moyenne, voté par le Grand Conseil en 2024.

Economie et asile

Pour Isabelle Moret, cheffe du Département de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine (DEIEP), 2025 aura été une année particulièrement intense en raison notamment de l'imposition unilatérale de droits de douane par le président américain, affectant fortement l'industrie exportatrice vaudoise. En réponse, un plan d'action pour soutenir la compétitivité et l'emploi a été déployé: réactivation du Fonds de soutien à l'industrie (23,2 millions), doublement des aides du Fonds de soutien à l'économie durable et lancement du programme iNNdustry avec Innovaud pour encourager l'innovation dans les PME industrielles.

Deux missions économiques ont également été conduites en Chine (juin) et en Inde (octobre), puis aux Etats-Unis en novembre, dans le cadre du Greater Geneva Bern Area (GGBA) que préside Isabelle Moret.

En matière d'asile, un important travail est mené pour maîtriser les coûts qui représentent plus de 400 millions



Les conseillers d'Etat Frédéric Borloz, Christelle Luisier et Isabelle Moret



La population vaudoise élira ses représentants communaux en mars 2026

par an. Depuis février 2022, les bénéficiaires pris en charge par l'EVAM sont passés de plus de 6'000 à 12'600 personnes. Un plan d'ajustement des structures a été demandé (objectif: 20 millions d'économies) et les cours de français ont été intensifiés pour faciliter l'autonomie et l'intégration dans le monde du travail. En 18 mois, le nombre de bénéficiaires d'un permis S (Ukrainiens) qui travaillent a doublé.

Enfin, Isabelle Moret a lancé à la mi-novembre, avec Frédéric Borloz, un plan d'action pour l'employabilité. Face au risque de manquer de 50'000 postes à plein temps d'ici dix ans, ce dispositif décline seize mesures autour de quatre axes: mobiliser les talents disponibles, maintenir l'employabilité par la formation continue, anticiper les mutations du marché du travail et garantir la relève dans les métiers essentiels.

Formation professionnelle et école
Au sein du Département de l'enseignement et de la formation professionnelle (DEF), Frédéric Borloz poursuit plusieurs axes structurants, à commencer par une meilleure valorisation de la formation professionnelle avec le lancement en 2026 d'une campagne de promotion de l'apprentissage et la création d'une Cité des métiers.

Suite en page 6 ►

Publicité

CAVE DE LA CRAUSAZ FÉCHY

Buttems frères S.A.
Chemin de la Crausaz 3
1173 Féchy
021 808 53 54
www.cavedelacrausaz.ch
Ouvert du lundi au samedi

Cave de la Crausaz - Féchy AOC La Côte
CHF 8.70 la bouteille

Offre spéciale carton de dégustation

5 x 70 cl.		
Cave de la Crausaz Féchy		
Féchy AOC La Côte	CHF	43.50
5 x 70 cl.		
Cave de la Crausaz rouge		
Les Bourrons, assemblage	CHF	43.50
5 x 70 cl.		
Rosé La Crausaline		
Pinot Noir	CHF	45.00
Prix du carton	CHF 132.00	

Sous réserve de changements

Je commande _____ carton(s) de dégustation livré(s) à mon domicile pour la somme de 132.00 par carton (uniquement en Suisse). Frais de livraison offerts

Nom : _____

Prénom : _____

Rue : _____

NP/lieu : _____

Tél. _____

Signature : _____

TRIB

Le projet MAT-EO (maturité en quatre ans et réforme de la fin de l'école obligatoire) se poursuit également avec, au cœur des réflexions, l'orientation des élèves. Par ailleurs, l'accent est également mis sur l'amélioration de la relation entre l'école et les parents, notamment via une communication numérique facilitée, et la consolidation des congés Joker. L'inclusion scolaire fait également l'objet d'un réglage fin entre besoins et circonstances afin de bien coordonner les prestations en termes de mise à disposition des ressources, par exemple dans l'organisation de classes de pédagogie spécialisée.

Plus largement, l'objectif est de promouvoir le canton de Vaud comme une terre de formation dont l'offre est particulièrement riche à tous les niveaux: plus de 170 métiers en voie professionnelle et des hautes écoles attractives tant pour les jeunes que les entreprises cherchant à embaucher.

Sport et logement

Le Département des finances, du territoire et du sport (DFTS), dirigé par Christelle Luisier, peut se réjouir de l'adoption, par le Grand Conseil, du contre-projet du Conseil d'Etat à l'initiative «Pour une politique sportive vaudoise ambitieuse». Issu du premier Concept cantonal du sport (2024), le texte se compose de 36 mesures touchant au sport populaire, au sport d'élite, au sport scolaire, aux infrastructures, à la santé, à l'inclusion, à l'égalité et à l'économie du sport. Deux crédits-cadres totalisant 150 millions pour les infrastructures d'importance régionale et 80 millions pour les manifestations sportives ont été validés par le Parlement. Ce dispositif permet de «renforcer l'engagement de l'Etat dans les domaines clés du sport dans tout le canton, acteur mondial du sport».

Au cœur du même département, l'année 2025 a vu la présentation de la Vision Logement par Christelle Luisier. Ce cadre stratégique, fruit d'un travail de terrain, vise à sortir le canton de



Séance du Grand Conseil

la situation de pénurie, avec un taux de vacance établi à 0,96% en juin 2024. Le plan s'articule autour de quatre axes: simplification des procédures, mobilisation du foncier, flexibilisation du cadre réglementaire, amélioration de l'accessibilité aux différents types de logements et mobilisation collective des acteurs du marché. Le projet de révision de la LATC, dont l'objectif est de faciliter et accélérer les constructions, sera mis en consultation publique début 2026.

Engagement au Grand Conseil

Outre le budget, la loi cantonale sur l'énergie constitue un autre chantier d'importance cette année (*lire en page 3*). Elle permet d'assurer la mise en œuvre des obligations fédérales en matière d'efficacité énergétique, d'assainissement des bâtiments et de standards cantonaux.

2025 aura aussi été marquée par l'entrée en vigueur de la loi sur la mendicité après que les opposants ont renoncé à recourir au Tribunal fédéral. Initialement portée par un postulat de Florence Bettschart-Narbel (2022), la loi a été activement suivie et amendée par le PLR.

2026, année d'élections

L'enjeu majeur de 2026 se porte naturellement sur les élections communales des 8 et 29 mars (premier et second tour). La mobilisation des sections constituera le cœur de l'action politique du PLR Vaud dans les prochains mois.

«La mobilisation des sections constituera le cœur de l'action politique du PLR Vaud dans les prochains mois»

Concernant les votations cantonales, nous voterons probablement sur le salaire minimum. Une incertitude demeure sur le calendrier de l'initiative dite des 12%, dans l'attente d'une décision du Tribunal fédéral. Au niveau fédéral, plusieurs objets d'importance rythmeront le calendrier: le référendum sur l'imposition individuelle et l'initiative «200 francs ça suffit» visant la redevance SSR et celle «Pour une Suisse à 10 millions».

Un monde toujours plus complexe



Par
Laurent Wehrli

Conseiller national,
Président de la Commission de politique
extérieure du Conseil national

Le monde change, des défis nouveaux se font jour tous les jours! La Suisse n'est pas une île et nous devons faire face à toutes ces évolutions et agir de manière nouvelle, sans pour autant abandonner nos valeurs. Tout un défi!

De nombreuses crises apparaissent, se cumulent et ont des conséquences multiples. Il est dramatique de constater qu'en 2025, environ 120 conflits de niveau au moins régional sont hélas comptés, alors qu'ils étaient 20 en 2023!

En parallèle, les liens économiques subissent des pressions et des modifications importantes: sanctions augmentées, droits de douane aux évolutions aléatoires mais jamais positives, nouveaux réseaux souvent hors des législations... Avec toujours des drames à la clé.

**«Les amis d'hier
ne sont plus toujours
les mêmes»**

Les relations internationales sont mises au défi de toutes ces évolutions et sont confrontées à des changements majeurs de paradigmes, de concepts, de positionnements. Les amis d'hier ne sont plus toujours les mêmes. Plus complexe encore,

des pays évoluent au point où ils sont amis sur tel ou tel aspect de leurs relations avec certains, et en même temps ennemis sur d'autres!

«La loi du plus fort redevient prioritaire aux yeux de plusieurs dirigeants du monde»

Des principes majeurs comme le multilatéralisme, le fait d'agir conformément au droit international et le respect du droit humanitaire sont bousculés, voire désavoués. La loi du plus fort redevient prioritaire aux yeux de plusieurs dirigeants du monde. L'organisation des relations selon des regroupements régionaux ou d'intérêts conjoints redevient une norme visant clairement à abandonner la résolution des conflits par des structures adoptées et respectées par tous.

Et la Suisse?

La Suisse est évidemment aussi directement confrontée à toutes ces évolutions. L'actualité récente en témoigne! Pour y faire face, le Conseil fédéral et le Parlement développent une activité volontairement tous azimuts, diversifiée, afin d'assurer à notre pays et à son économie le maintien et le développement des liens indispensables malgré les évolutions et leurs incertitudes; afin d'assurer aussi le respect de la démocratie, du droit international et du droit humanitaire international, pour lequel la Suisse a une responsabilité particulière.

Ce n'est pas toujours facile, pas toujours réussi! Mais assurer la présidence de l'Organisa-

tion de la sécurité et de la coopération en Europe (OSCE) en 2026, pour la troisième fois et à la demande de l'unanimité des pays membres dont la Russie et l'Ukraine, avoir pleinement réussi pendant 2023 et 2024 les deux ans de participation pour la première fois au Conseil de sécurité de l'ONU, agir concrètement pour le renforcement du soutien suisse au CICR et à la Genève internationale, conclure divers nouveaux accords de libre-échange comme celui avec l'Inde, ne sont que quelques exemples des actions suisses réussies dans ce contexte essentiel de diversification, tout en maintenant pleinement notre engagement pour les valeurs qui nous sont chères.

Dans une telle incertitude, la priorité demeure cependant dans le fait d'assurer une bonne stabilité avec les pays avec lesquels nous partageons le plus de valeurs et commerçons le plus, à savoir nos voisins européens. C'est justement le but du nouveau paquet d'accords bilatéraux, en faveur desquels tant le PLR Vaud que le PLR Suisse se sont clairement prononcés.

Publicité

**Votre partenaire pour vos
recrutements de cadres
et d'ingénieurs**



Christophe.Andreae@jrmc.ch
+41 79 447 47 94

JRMC Lausanne
& ASSOCIÉS
MANAGEMENT CONSULTANTS

Budget 2026: la gauche montre son vrai visage



Par
**Florence
Bettschart-Narbel**
Présidente PLR Vaud,
Députée

La gauche vaudoise a dévoilé sa stratégie: refuser le budget 2026 avant même que les travaux en plénum n'aient commencé. Son message est sans détour: le déficit ne peut être comblé que par des augmentations d'impôts et de taxes. Ce refus anticipé n'a rien à voir avec la qualité du budget ni avec l'analyse des dépenses.

Cette posture se confirme avec une avalanche de motions exigeant toutes une augmentation des prélèvements. Pour la gauche, la solution est toujours la même, quelle que soit la question: taxer davantage. Pas un mot sur l'organisation de l'Etat, sur la maîtrise des charges ou sur l'efficacité. Le réflexe fiscal tient lieu de politique.

«Pour la gauche, la solution est toujours la même, quelle que soit la question: taxer davantage»

Pendant ce temps, un autre discours s'installe: celui d'un prétendu «budget d'austérité». Pourtant, les chiffres racontent une autre histoire. Les charges de l'Etat continuent de progresser dans tous les secteurs essentiels. Le social augmente fortement, les postes d'enseignants

s'ajoutent, la sécurité bénéficie de moyens supplémentaires. Rien ne justifie le terme de démantèlement; il n'y a ni coupes massives ni retrait de prestations. Le véritable problème n'est pas l'austérité, mais le fait que certaines dépenses prennent une ampleur telle qu'elles absorbent progressivement toute marge de manœuvre.

«Les charges de l'Etat continuent de progresser dans tous les secteurs essentiels. Le social augmente fortement, les postes d'enseignants s'ajoutent, la sécurité bénéficie de moyens supplémentaires»

Parmi celles-ci, les subsides à l'assurance maladie occupent une place croissante. Ils représentent désormais une charge massive pour l'Etat et s'orientent vers un coût total proche du milliard dans un avenir très proche. Cette dynamique n'est soutenable ni pour les finances cantonales, ni pour la capacité d'action à long terme. Il faudra avoir le courage d'y revenir, non pas pour diminuer la protection des plus vulnérables, mais pour revoir les mécanismes, les critères et les incitations afin de garantir un système réellement ciblé et efficace. Faire semblant de ne rien voir, comme le propose la gauche, revient à laisser filer l'une des lignes budgétaires les plus explosives du canton.

Face à ce contexte, la droite choisit la responsabilité. Elle l'a toujours fait: lorsqu'elle était minoritaire au Conseil d'Etat, elle a voté les budgets, même imparfaits, parce que la continuité

institutionnelle et le financement des prestations publiques passent avant les manœuvres partisans.

Mais cette responsabilité implique aussi de dire la vérité: nous devons nous attaquer aux charges structurelles, réduire la complexité administrative, moderniser l'organisation de l'Etat et chercher systématiquement l'efficacité. Continuer à augmenter les dépenses sans repenser le fonctionnement de l'appareil public ne peut conduire qu'à la fuite en avant.

La gauche, elle, préfère les slogans et la facilité du toujours plus. Elle refuse le budget par dogmatisme, dramatise la situation pour faire oublier que sa seule réponse est l'augmentation d'impôts. Ce choix révèle sa véritable priorité: non pas améliorer l'action publique, mais élargir son financement sans limite.

«Nous devons nous attaquer aux charges structurelles, réduire la complexité administrative, moderniser l'organisation de l'Etat et chercher systématiquement l'efficacité»

Le contraste est désormais évident: la gauche préfère l'affrontement et l'augmentation d'impôts; la droite assume la continuité de l'Etat, même lorsque cela implique des choix difficiles. Si nous voulons préserver la qualité de nos services publics, nous devons maîtriser les charges et réformer intelligemment. C'est ce cap, exigeant mais nécessaire, que nous défendrons.

Carnet de campagne: Remettre Montreux en mouvement



Par
Mathieu Quartier

Chef de campagne
PLR Montreux,
Conseiller communal
à Montreux

Chaque élection communale est un moment de vérité: elle révèle la capacité d'un parti à se renouveler sans se contredire, à rassembler autour d'un projet concret et crédible. Pour le PLR Montreux, la campagne 2026 représente bien plus qu'un rendez-vous électoral: c'est l'opportunité de reprendre les destinées de notre ville avec une nouvelle équipe.

Mobiliser, sélectionner, renouveler

Les premières batailles se gagnent toujours à l'interne. L'énergie de la campagne dépend de la cohésion, de la motivation de nos membres ainsi que de la clarté du cap collectif. Il ne s'agit pas seulement d'afficher nos valeurs, mais de les faire vivre sur le terrain en favorisant des rencontres sur les thèmes de notre programme: la culture, le développement de l'économie touristique, l'urbanisme, le Plan d'affectation communal (PACom) et la sécurité.

Notre responsabilité est aussi de sélectionner des candidates et candidats de qualité, capables de porter le projet libéral-radical avec compétence et intégrité. Les électeurs veulent des personnes crédibles et engagées, pas des slogans. Notre

liste doit se distinguer par la solidité, la complémentarité et la diversité de ses profils. Nous avons porté une attention toute particulière à renforcer la proportion des femmes et des jeunes. Une liste de femmes et d'hommes de toutes générations ancrées dans la vie locale, proches du tissu économique et associatif.

**«Pour le PLR Montreux,
la campagne 2026
représente bien
plus qu'un rendez-
vous électoral: c'est
l'opportunité de
reprendre les destinées
de notre ville avec une
nouvelle équipe»**

Sans sortir pour la Municipalité, nous avons soigneusement pris le temps de sélectionner nos candidats, tout en gardant un parti uni. En choisissant quatre candidats (Julien Chevalley, Yanick Hess, Susanne Laubert Fürst et Olivier Mark), nous affirmons clairement notre ambition de reprendre la majorité.

Un programme équilibré et concret

Le contexte communal impose de la clarté. Face aux excès de réglementation, aux hausses d'impôts, à l'idéologie de la contrainte ou encore aux croyances du tout «gratuit», notre ligne est simple: libérer les énergies locales et assurer une gestion saine des finances.

Notre programme pour Montreux repose sur un équilibre assumé entre initiatives privées, responsabilité publique et qualité de vie. Nous voulons

une ville où l'on peut vivre et travailler, où les jeunes actifs trouvent des logements accessibles et les familles des crèches adaptées. Nous défendons une bonne qualité de vie, une fiscalité stable, sans hausse d'impôts ni taxes inutiles, et une administration concentrée sur l'essentiel.

En matière de sécurité, nous assumons une ligne claire: tolérance zéro face aux incivilités et au deal de rue, tout en assurant la protection du cadre de vie. Sur la mobilité, nous refusons les entraves arbitraires, Montreux doit rester une ville accessible, fluide, accueillante pour les habitants comme pour les visiteurs.

**«Notre ligne est simple:
libérer les énergies
locales et assurer une
gestion saine des
finances»**

Enfin, notre engagement pour l'économie et le tourisme s'appuie sur un principe fort: la mise en valeur d'une infrastructure renouvelée pour une ville plus accueillante. Soutenir les commerces en redonnant vie au centre-ville et aux villages.

Nous offrons le choix d'une équipe forte, soudée et dévouée à sa commune. A nous maintenant de faire vivre cette énergie sur le terrain, de transformer nos valeurs en projets, nos projets en réalisations. Pour une ville libre, responsable et tournée vers l'avenir.

Un budget 2026 en croissance

Par
Jérôme Thuillard

Secrétaire général
PLR Vaud, Conseiller
communal Romanel-sur-Lausanne

Chaque année, il revient en décembre: je veux bien sûr parler du budget. Cette année, et la presse s'en est d'ailleurs largement fait l'écho, il est sujet à de nombreuses discussions et arrive dans un environnement particulièrement délétère pour les finances cantonales.

Premier fait notable, le débat a été muselé d'entrée de jeu par une partie de la gauche qui a annoncé vouloir refuser le budget avant même son passage en Commission des finances. Pour le respect du processus parlementaire, on repassera! Cette même gauche a à cœur de parler d'un budget «d'austérité», or il n'en est rien. Voyez plutôt: alors que le projet prévoit 305 millions de francs de mesures d'économie, 1,1 milliard est investi dans les politiques publiques. Ainsi, le développement du canton est accompagné tout en assurant la stabilité des finances cantonales.

Saluons ici la Commission des finances menée par notre députée **Florence Gross** qui fait preuve d'un énorme engagement (on parle de 31 heures en séance!) pour rendre son rapport et permettre ainsi au Grand Conseil de faire son travail.

Que retenir donc, à ce stade? Tout d'abord, que ce budget est en croissance. Il reflète avant tout une hausse des charges, chiffrée à 3,6%: inflation, conséquences de la guerre en Ukraine, suites du Covid et, surtout, une hausse exponentielle des subsides à l'assurance-maladie, qui dépassent cette année le milliard de francs!

Ensuite, il faut retenir qu'il est de notre responsabilité de soutenir un budget. Au prix d'un effort de chacune et chacun, certes, mais qui permet l'investis-



tissement dans les infrastructures et, in fine, de maintenir le dynamisme et l'attractivité dont notre canton a besoin.

Enfin, il convient de viser l'ordre et la stabilité institutionnelle: la rue s'exprime et c'est son droit, mais le budget tel qu'il nous est présenté est à lire en gardant en tête la perspective du plan de retour à l'équilibre qui sera dévoilé en début d'année prochaine. En préambule, les modifications proposées dans la loi sur l'assainissement financier amènent une flexibilité bienvenue au Conseil d'Etat, tout en permettant d'affecter les revenus extraordinaires à des mesures d'assainissement, dans le respect de la Constitution.

Envoyons donc beaucoup de courage à notre députation et à nos membres du gouvernement pour ce mois de décembre qui s'annonce riche en débats: il s'agira de présenter une droite unie au Parlement et de faire preuve d'une implication sans faille, car nous ne pouvons raisonnablement pas démarrer 2026 sans budget!

Publicité

LE DROIT DU BAIL EN 425 QUESTIONS



Nouvelle édition – complétée et enrichie

Un ouvrage pratique édité par la Chambre vaudoise immobilière (CVI)

- Répond à 425 questions, des plus basiques aux plus complexes
- Rédigé par des juristes spécialisés de la CVI
- Intègre les dernières évolutions légales et jurisprudentielles

Un ouvrage indispensable

- Des réponses claires et accessibles, issues de la pratique
- Nombreux exemples et schémas explicatifs
- Modèles de clauses directement utilisables

Prix: Fr. 70.- (Fr. 60.- membre CVI), TVA incl., frais de port en sus.

Commande: boutique@cvi.ch, tél. 021 341 41 44, www.cvi.ch/publication

Devenez membre de la CVI:
un atout pour tous les propriétaires de leur logement
WWW.CVI.CH

Echos du Grand Conseil

Par
Jérôme Thuillard

Secrétaire général
PLR Vaud, Conseiller
communal Romanel-sur-Lausanne

Outre le traitement de la loi sur l'Energie, notre députation n'a pas chômé et a déposé plusieurs objets parlementaires. Morceaux choisis



Loïc Saugy tout d'abord: poursuites dépôts, il s'est fendu d'un postulat et d'une interpellation. Le premier demande au Gouvernement quelles sont les mesures déjà prises ou à prendre afin de réduire les lourdeurs administratives grevant les entreprises. Quant au deuxième, il s'intéresse à la compétitivité des entreprises vaudoises: en effet, le Conseil d'Etat a réactivé de manière bien heureuse le fonds de soutien à l'industrie, mais notre député se demande quels autres outils sont prévus, surtout depuis les dernières crises, avec au premier chef les droits de douane américains. A l'heure où j'écris ces lignes, Loïc vient aussi de réagir à la grève de la fonction publique par une interpellation dans laquelle il demande entre autres à l'Exécutif de confirmer que les grévistes ne reçoivent aucune rétribution de la part de l'Etat, et que seule la retenue légale s'applique.

Alexandre Berthoud a quant à lui déposé une motion visant à modifier la législation applicable ainsi que la loi cantonale sur l'aménagement du territoire et les

constructions (LATC) afin d'introduire quatre nouveaux axes dans les projets qui concernent la construction de plus de quatre logements: accélération des procédures administratives, diminution de la durée des procédures de recours, possibilité de délivrer un permis d'habiter provisoire et rehaussement du plafond des amendes en cas de contravention à la loi ou aux décisions relatives à l'aménagement du territoire. De plus, notre député a également interpellé le Conseil d'Etat pour savoir si une analyse intercantonale était envisagée ou en cours suite à l'introduction des règles GloBE de l'OCDE.



Jean-Marc Udriot a pour sa part déposé une motion visant à modifier la loi sur la protection du patrimoine culturel immobilier dans le but d'instaurer une procédure transparente pour le recensement architectural (appelée également «notation des bâtiments»), incluant la notification des propriétaires et des communes donnant à ces derniers des droits de recours. De plus, la



motion demande que les décisions de recensement architectural ainsi que celles d'inscription à l'inventaire et de classement soient dorénavant rendues par le Conseil d'Etat et non plus par le département concerné.

Enfin, **Loïc Bardet** a demandé, par le dépôt d'un postulat, un bilan de la mise en œuvre de la loi sur la facturation des prestations fournies par les services de l'Etat lors de manifestations (ou LFacManifest). Il s'agit entre autres de s'interroger sur l'incidence de la loi relative à la gestion financière des manifestations concernées.



Tocco: patience est mère de toutes les vertus

Par
Jérôme Thuillard

Secrétaire général
PLR Vaud, Conseiller
communal Romanel-sur-Lausanne

Notre vénérable *Addressix* constituait une formidable fenêtre sur le passé. Il est désormais remplacé par Tocco et force est de constater que la mise en place est quelque peu compliquée. Sensible à vos retours et surtout à vos craintes à

l'approche des élections communales, votre Secrétariat général a mis sur l'affaire son meilleur atout: Martine Perey-Schmidt, 17 ans de maison, promue «Fachspezialistin Tocco».

N'hésitez pas à la contacter en cas de soucis et n'ayez

crainte: elle vous accompagnera au mieux dans la résolution de vos problèmes et relaiera vos doléances aux informaticiens de Tocco. Nous la remercions sincèrement et vous demandons encore un peu de patience.

Sondage auprès des membres du PLR Vaud

Par
Jérôme Thuillard

Secrétaire général
PLR Vaud, Conseiller
communal Romanel-sur-Lausanne

Le sondage mené en juillet auprès de 515 membres montre plusieurs tendances fortes. Le programme cantonal est jugé moyennement connu, moyennement utilisé et moyennement utile – même si les répondants ne témoignent d'aucun désaccord marqué et estiment qu'il devrait davantage se concentrer sur les enjeux cantonaux.

La ligne du parti est perçue comme insuffisamment claire, un constat plus marqué chez les plus jeunes répondants. La communication reçoit également une appréciation moyenne. En revanche, la discipline de vote reste très élevée: la majorité suit la ligne du parti lors des votations et indique voter «tout le temps» pour les candidats PLR.

Du côté des priorités, une majorité souhaite réduire les dépenses sociales et alléger la fiscalité cantonale. Les thèmes jugés les plus importants pour le futur programme sont: économie et marché du travail, finances publiques et fiscalité, formation et innovation, justice et sécurité, ainsi qu'infrastructures et mobilité.

Enfin, les membres expriment clairement le souhait d'être consultés plus fréquemment dans l'élaboration des positions du parti.

Candidatures aux Municipalités

Les listes en vue des élections communales sont en train de se constituer, et plusieurs communes ont déjà annoncé leurs candidates et candidats aux Municipalités: bravo pour votre engagement et plein succès! Le Secrétariat général est à disposition pour toute aide.

Report du repas de soutien

Le traditionnel repas de soutien du PLR Vaud, prévu initialement le 20 novembre, est reporté au **26 février 2026**. Afin de vous accueillir dans les meilleures conditions, nous avons préféré fixer une nouvelle date qui nous permettra d'organiser une soirée chaleureuse et de qualité. Nous espérons vous retrouver nombreuses et nombreux pour partager ensemble ce beau moment!

A la reconquête d'Yverdon-les-Bains



Par
La Rédaction

A Yverdon-les-Bains, le PLR se met en ordre de bataille pour 2026. A la tête de la section depuis 2021, **Maximilien Bernhard** connaît bien la maison:



La droite yverdonnoise remporte la votation sur le parking souterrain de la Place d'Armes, 18 mai 2025

engagé dans la vie publique depuis près de trente ans, membre du parti depuis 2013, il a présidé le groupe PLR au Conseil communal durant sept ans.

«J'ai voulu m'investir pour la reconquête de la majorité. La défaite de 2021 a été un choc: nous avons perdu deux sièges à la Municipalité et la majorité. Depuis, la machine s'est remise en route», rappelle-t-il avec enthousiasme, et les succès donnent le ton: l'élection complémentaire de François Armada en 2022, l'acceptation du parking souterrain cette année en votation populaire ou, plus

récemment encore, l'abandon du projet de plantation d'un arbre majeur au milieu de la place Pestalozzi. «Nous avons même rallié une partie de la gauche grâce au vote à bulletin secret», glisse-t-il.

La campagne 2026 s'organise désormais sous l'égide de l'Entente yverdonnoise, avec une liste commune à la Municipalité réunissant trois PLR, une UDC et un Vert libéral. «Construire des alliances, ça ne se fait pas en un jour. Notre partenariat est solide et a résisté à une campagne très dure lors de la complémentaire du printemps dernier. Nous avons rapidement retenu une chose importante: il faut tenir la barre à droite».

Pour le Conseil communal, la section cherche encore des candidats, tout en poursuivant son renouvellement: une dizaine de jeunes PLR ont rejoint le parti ces derniers temps. La communication s'est également intensifiée – réseaux sociaux, vidéos, communiqués – et le secrétariat s'est professionnalisé.

Cadre dirigeant chez CFF Infrastructure dans le domaine de la maintenance ferroviaire, Maximilien Bernhard trace la voie: «On sent un mécontentement croissant. Les Yverdonnois veulent un changement de politique et croyez-moi, nous avons bien l'intention d'y répondre».



Election de François Armada (au centre) à la Municipalité, 6 octobre 2022

«Renens doit (re)devenir une ville où l'on a envie de rester»



Par
Daniella
Gorbunova
Photos: Petar Mitrovic

Députée et conseillère communale, Elodie Golaz Grilli se présente à la Municipalité de Renens. Rencontre avec une visionnaire

Nous retrouvons Elodie Golaz Grilli dans un café italien, dans le quartier des Ateliers de Renens. Là où se côtoient designers, ingénieurs en devenir de l'Ecole 42, et startups prometteuses - non loin de l'ECAL et des locaux de la brasserie la Nébuleuse. Elle débarque à vélo. «Nous avons la chance d'avoir tous ces hubs d'innovation, toutes ces entreprises inspirantes, ici, et pourtant nous ne parvenons pas à valoriser pleinement ce potentiel!», déplore l'élue d'entrée de jeu.

Chez elle, la politique est une histoire de famille: un grand-père radical, puis un père qui a siégé à la Municipalité de Renens ainsi qu'au Grand Conseil, sous la même bannière. Fille

de politicien, donc, mais aussi d'entrepreneur: ses parents ont toujours tenu un commerce de fleurs. «Chez nous, on parlait politique naturellement, sans tabous.» Sa mère, argentine, a construit sa vie en Suisse après y être arrivée dans sa vingtaine. «J'ai donc grandi dans une famille florissante d'amour et de multiculturalisme», souffle-t-elle, sourire en coin.

L'éducation comme vocation

Avant d'être politicienne, Elodie Golaz Grilli est éducatrice. Son métier, elle en parle comme d'un choix évident. Après un passage professionnel dans un établissement spécialisé en psychiatrie, elle se tourne vers l'enfance. «Accompagner les générations futures, leur donner de bonnes bases: ça a toujours été ma vocation. Il n'y

a rien de plus puissant, à mes yeux, que l'éducation pour faire évoluer une société».

«J'ai grandi dans une famille florissante d'amour et de multiculturalisme»

Aujourd'hui, elle est coordinatrice dans un CVE (centre de vie infantile, ndlr) UAPE à Morges. Un poste qui mêle gestion d'équipe, organisation et parfois des remplacements de dernière minute, ainsi qu'un soutien pédagogique. Cette réalité du terrain, faite d'imprévu, de débrouillardise, mais aussi d'écoute et d'empathie, a également nourri sa vision de la politique.

Et une fois la journée de travail achevée, Elodie Golaz Grilli



Elodie Golaz Grilli en quelques dates

1983: Naît à Renens

2006: Elue au Conseil communal

2009: Termine sa formation d'éducatrice

2022: Elue au Grand Conseil

2026: Candidate à la Municipalité de Renens

empoigne sa troisième casquette: celle de mère de famille, mariée à un ingénieur avec qui elle élève deux adolescents. «Ma famille, mes amis, ce sont mes piliers, ma force. Je ne serais jamais là où j'en suis aujourd'hui sans eux!»

Vingt ans au Conseil communal

On l'a dit: issue d'une famille de souche radicale, ses convictions personnelles l'ont naturellement amenée à son tour dans les rangs du PLR: «Je crois profondément en la liberté individuelle, et au sens de la responsabilité, qui va de pair avec cette liberté». Par ailleurs, elle en a conscience: son métier n'est pas le plus courant dans les rangs de son parti.

«Il n'y a rien de plus puissant, à mes yeux, que l'éducation pour faire évoluer une société»

Serait-ce là l'as dans sa manche? «Evidemment, ma profession me rend plus attentive à certaines problématiques, tout en gardant une vision profondément libérale de la société». Ainsi, elle dit défendre une politique d'aides (notamment sociales) ciblées «sur les besoins réels». Forte de cette sensibilité, elle souhaiterait aussi voir plus de femmes s'engager en politique: «On peut avoir une famille, un métier et faire de la politique. J'en suis la preuve vivante. J'espère que ça peut encourager d'autres à nous rejoindre!».

Elodie Golaz Grilli a été au Conseil communal de Renens en 2006 déjà: «C'est passionnant, parce que c'est ma ville. On travaille sur du concret, sur ce qui touche directement les habitants». En 2022, elle rejoint le Grand Conseil: «Lorsqu'on

«Avec le départ de Salt, c'est 2,5 millions d'impôts en moins! (...) C'est vraiment un coup dur, un signal d'alarme»

arrive au Parlement, on porte la voix de tout le canton. C'est une autre responsabilité, mais j'adore ça». Au niveau cantonal, en plus de s'intéresser activement aux problèmes de gestion du CHUV, la politicienne se focalise notamment sur les sujets ayant trait à l'enfance. Et donc, forcément, sur l'épineux dossier des structures d'accueil. Rien qu'à Renens, par exemple, près de 200 familles attendent une place en crèche. «On doit imaginer des modèles plus souples, et travailler sur une meilleure collaboration entre le public et le privé».

Faire de Renens une ville attractive

Mais le cœur – et les grands combats – d'Elodie Golaz Grilli restent à Renens. Où il y a encore «tellement à faire!». Dans les quartiers résidentiels, «il y a de la vie, de la cohésion sociale, mais le centre peine à suivre», déplore la conseillère communale. Ville de start-ups, ville universitaire... au potentiel et à l'attractivité sous-exploités, avance celle qui regrette que la Municipalité actuelle n'ait pas véritablement valorisé les atouts du centre de Renens, les commerçants et les entreprises locales.

«C'est une ville qui innove, qui bouge», mais ce dynamisme ne se voit pas assez dans les rues, ni dans les comptes – Renens dépendant fortement de la péréquation. Et cela alors qu'il y a, au sein de la commune, un poste consacré à la promotion économique. «Le problème, c'est qu'il est resté vacant! Aujourd'hui, les liens entre la Municipalité et les commerçants se sont distendus, l'économie locale manque de stratégie.»

Et, s'il fallait trouver un symbole, ce serait sans conteste le récent départ de l'opérateur Salt: «C'est 2,5 millions d'impôts en moins! Pour une commune où chaque centime compte, c'est vraiment un coup dur, un signal d'alarme».

Moderniser le M1

Autre problématique qui attire toute l'attention de la jeune quadragénaire: les enjeux liés à la mobilité dans l'Ouest lausannois. «Le M1 vieillit, les cadences ont diminué. La modernisation devient urgente!». Elle salue en revanche la nouvelle gare de Renens: «C'est un haut lieu de pas-

«Le M1 vieillit, les cadences ont diminué. La modernisation devient urgente!»

sage et nous en sommes ravis. Mais Renens n'est pas simplement un lieu de transit. Elle doit (re)devenir une ville où l'on a envie de rester, de vivre, de passer du temps, de profiter!»

Publicité

Machines-Services – Bernard Thonney



Vente et réparation de toutes
marques de tondeuses,
tronçonneuses, fraiseuses,
scarificateurs, débroussailluses,
machines viticoles et communales.

Route du Jorat 8
1073 Mollie-Margot
021 781 23 33
079 310 56 66
b.thonney@bluewin.ch
www.machineservices.com

Picsou à la Maison-Blanche

Par
Politik-AI

Texte: Nasrat Latif

On l'imagine aisément: Donald Trump, perruque au vent, plongeant avec entrain dans un océan de pièces d'or. C'est que l'Amérique vient de faire un geste «généreux» envers la Suisse: les tarifs douaniers passent de 39% à... 15%. Un cadeau? Pas vraiment. Plutôt l'entrée VIP dans le coffre-fort de Picsou.

Car pour obtenir cette pluie de clémence tarifaire, la délégation helvétique n'est pas venue les mains dans les poches. Autour de la table, les chefs d'entreprises suisses ont joué franc jeu: deals d'investissement massifs, engagements économiques et, pour sceller l'amitié commerciale, un petit quelque chose à l'ancienne: une Rolex et un lingot d'or dédié avec, en prime, un sourire aussi poli que l'acier 904L. A ce niveau-là, ce n'est plus une délégation éco-



nomique, c'est un service cadeau. Une offrande assez littérale pour que même le canard milliardaire en reste coi.

Dans notre pastiche, Trump-Picsou plonge dans un océan de pièces en or, l'air ravi de celui qui sait parfaitement qu'il ressortira plus riche que lorsqu'il est entré. The Art of the Deal, qui n'a d'art que la mise en scène permettant de transformer chaque concession en profit personnel.

Et pendant que Washington compte ses lingots, la Suisse tente de se convaincre qu'elle a fait une bonne affaire. Elle obtient une baisse tarifaire; Trump, lui, obtient l'essentiel. Les cadeaux, les engagements, les milliards. Chez Picsou, la morale tient en une phrase: celui qui saute dans la piscine n'est jamais celui qui remplit le bassin.

Abonnez-vous à **Vaudois!**

Recevez chez vous le média d'opinion libérale-radical, 10x par an

- Abonnement 12 mois: **CHF 100.-**
- AVS, apprentis et étudiants: **CHF 55.-**
- Entreprise et soutien: **CHF 150.-**

www.vaudois.media



vaudois.media/abonnement

Impressum: Tirage: 10'000 exemplaires, imprimés en Suisse - Éditeur: Parti libéral-radical vaudois (PLR Vaud) - Rédaction: Nasrat Latif (rédacteur en chef), Daniella Gorbunova (journaliste), Thierry Gana (graphiste), Petar Mitrovic (photographe), Louise Cordier (correctrice) - Abonnement 1 an/10 numéros: CHF 100.- tarif normal, CHF 55.- AVS, apprentis et étudiants, CHF 150.- Entreprise et abonnement de soutien - Adresse: Vaudois! Le média d'opinion libérale-radical, Place de la Riponne 1, 1005 Lausanne, contact@vaudois.media - Création et réalisation: Nokté Média, Avenue de la Gare 4, 1003 Lausanne - Publicité: Urbanic, chemin de Sous-Mont 21, 1008 Prilly, info@urbanic.ch - Impression: PCL Print Conseil Logistique SA